



Avis de gros temps sur la dette des pays en développement

Le surendettement de certains pays en développement va compliquer le refinancement de leur dette en 2024. D'autant que les investisseurs privés étrangers sont moins friands de leurs obligations.



L'Éthiopie, ici sa capitale Addis-Abeba, est le dernier pays en développement en date à être en défaut de paiement sur sa dette externe. (Shutterstock)

Par [Richard Hiault](#)

Publié le 29 déc. 2023 à 12:04

L'horizon n'est plus aussi radieux. L'année 2024 pourrait être de nouveau émaillée par plusieurs défauts de paiement sur la dette émise par des pays en développement. Le mouvement pourrait s'accélérer au regard des montants à rembourser dans les prochains mois.

Pour ne rien arranger, [les investisseurs privés internationaux semblent de moins en moins enclins à acquérir](#) les obligations en devises étrangères ou en monnaie locale qui devront être émises, ne serait-ce que pour refinancer une dette existante. Comme le soulignait

récemment dans une [interview aux « Echos » le chef économiste de la Banque mondiale](#) , Indermit Gill, de nombreux incidents sont à redouter.

Sur les trois dernières années, le monde a enregistré 18 défauts de paiement souverains dans dix pays en développement. [Dernière en date, l'Ethiopie n'a pu honorer, le 11 décembre](#) , le paiement de 33 millions de dollars d'intérêts sur sa dette. Ce nouveau défaut place l'Ethiopie parmi un nombre croissant de pays en développement qui ont fait défaut sur leurs dettes extérieures ces dernières années, à l'instar de la Zambie, du Ghana et du Sri Lanka.

Des risques pour l'année 2024

À l'heure actuelle, environ 60 % des pays à faible revenu sont exposés à un risque élevé de surendettement ou s'y trouvent déjà, relevait la Banque mondiale dans son [dernier rapport consacré aux dettes des pays en développement](#) . Selon la note de recherche de Global Sovereign Advisory, « les risques de refinancement sur les marchés obligataires vont augmenter l'année prochaine, en ligne avec la hausse des montants arrivant à maturité » pour les 85 pays en développement passés en revue.

Pour Julien Marcilly, son chef économiste, « le montant à rembourser l'année prochaine représente un poids particulièrement significatif en Egypte, en Jordanie, en Namibie, au Pakistan, au Sri Lanka, en Albanie, en Argentine ou encore en Thaïlande. Parmi eux, les trois premiers semblent les plus vulnérables : les montants cumulés à refinancer en 2024 et 2025 excéderont 20 % de leur PIB ».

Sept des 85 pays étudiés devront refinancer plus de la moitié de leur dette au cours de cette période. C'est notamment le cas de l'Ethiopie (97 %), de la Gambie (78,8 %), du Tchad (76 %) et du Zimbabwe (58 %).

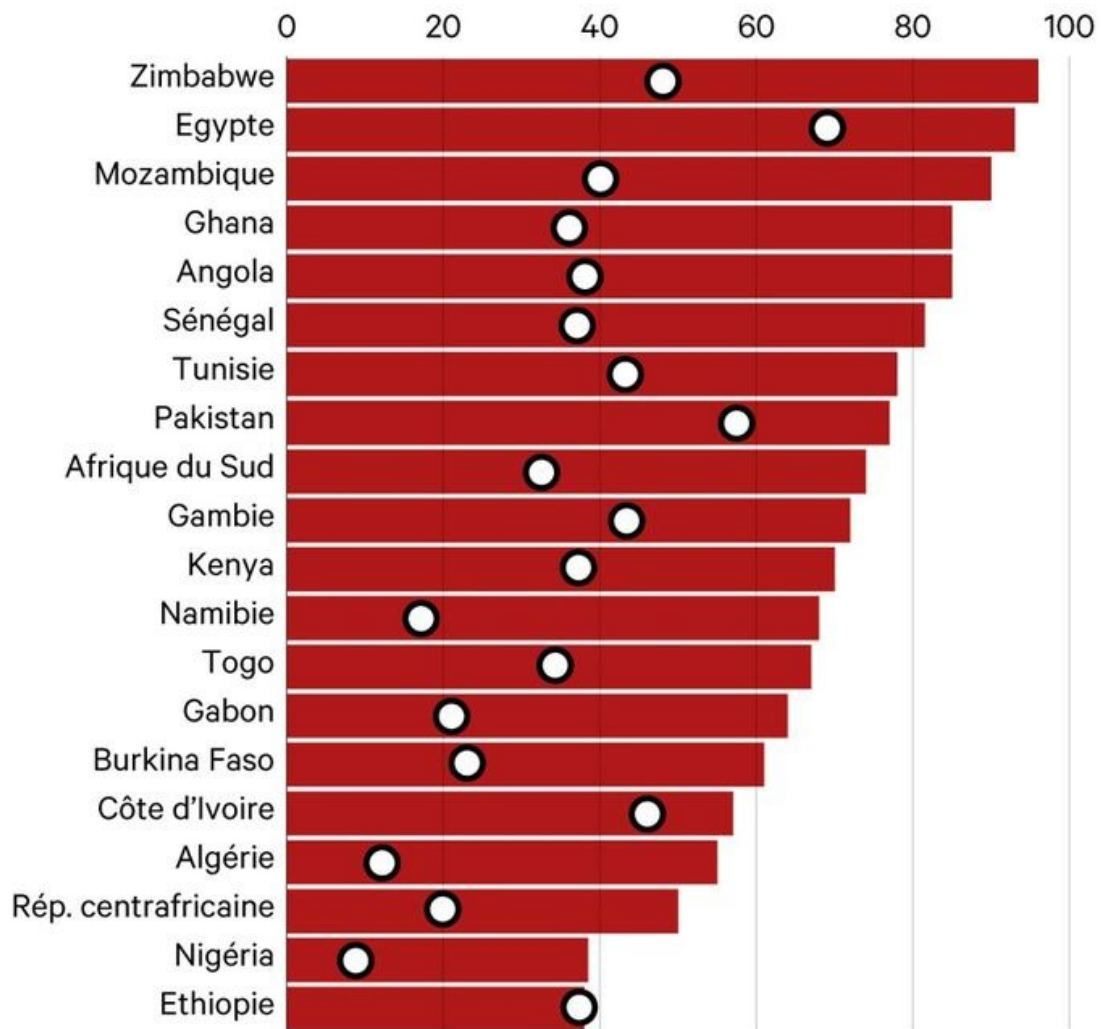
Un lourd poids financier

Pour la Banque mondiale, les coûts du service de la dette publique et garantie par l'Etat devraient augmenter de 10 % pour tous les pays en développement au cours de la période 2023-2024, et de près de 40 % pour les pays les plus pauvres. « Ces paiements absorbent une part toujours plus grande des recettes d'exportation, mettant certains pays en risque de crise de la dette. Plus d'un tiers de cette dette implique des taux d'intérêt variables qui pourraient augmenter brusquement », souligne l'institution.

Bon nombre de pays mobilisaient, en 2022, d'importantes recettes d'exportations pour rembourser leur dette. Qu'il s'agisse du Mozambique (63 % des recettes), du Pakistan (42 %), de la Colombie (34 %), de l'Argentine (32 %) du Kenya (24 %) ou encore de l'Egypte (23 %).

Le niveau d'endettement des économies émergentes

En % du PIB ○ 2010 ■ 2023



SOURCES : FMI, GSA



Les investisseurs privés soucieux

Autre problème : les investisseurs privés délaissent ces marchés. Philippe Dauba-Pantanacce, senior économiste de Standard Chartered, y voit deux raisons. « L'emprunt de capitaux dans les pays riches où les taux étaient très bas pour acheter des obligations à plus haut rendement dans les pays en développement est moins attirant en raison de la

hausse des taux dans les pays riches. Les investisseurs privilégient un peu plus ces derniers marchés, jugés plus sûrs », explique-t-il.

L'autre raison, à ses yeux, est que les investisseurs privés réévaluent à la hausse le risque des pays en développement. Les nombreux coups d'Etat ont renforcé cette perception d'instabilité politique qui entoure l'Afrique.